

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du décembre 2019, la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES

A - DISPOSITIONS ANTERIEURES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2020, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1- la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les véhicules neufs à quatre roues importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés à la mise en place d'une flotte de taxis dans les grandes villes du Bénin sont exonérés de tous droits

et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;
- Taxe de Statistique (T. STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;
- Taxe de Voirie (TV).

Sont exclus du champ d'application de cet article, les véhicules de grosses cylindrées et les véhicules utilitaires.

Un arrêté conjoint des Ministres chargés des finances, du développement et des transports, précise les modalités d'application du présent article.

Article 3 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les autobus, les autocars et minibus de toutes catégories, importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;
- Taxe de Statistique (T. STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;
- Taxe de Voirie (TV).

Article 4: Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les camions neufs importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;
- Taxe de Statistique (T. STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;
- Taxe de Voirie (TV).

Article 5 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier et les accessoires (brûleurs, supports marmites pour les bouteilles de 3 et 6 kg, tuyaux, raccords, détendeurs, réchauds à gaz sans four et robinet-détendeurs) pour gaz domestique, importés, fabriqués ou vendus en République du Bénin sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;
- Taxe de Statistique (T. STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;
- Taxe de Voirie (TV).

Article 6 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les aéronefs et les aérostats ainsi que leurs pièces de rechange, sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;
- Taxe de Statistique (T. STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;

- Taxe de Voirie (TV).

Article 7 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 et nonobstant les dispositions de l'article 14 de la loi n° 2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015, le taux de la taxe de statistique (T. STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation est de 1% de la valeur en douane des produits.

Article 8 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, les pénalités, amendes et majorations fiscales ne sont pas applicables aux contribuables qui souscrivent spontanément, pour la première fois, leurs déclarations des affaires réalisées au titre des exercices antérieurs et qui procèdent au paiement intégral des droits dus.

Le bénéfice de cette mesure est subordonné à l'absence d'une procédure de contrôle fiscal ou d'une enquête fiscale en cours chez le contribuable.

Article 9 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, l'enregistrement, hors délai, des actes de mutations par décès et entre vifs, de mutations d'immeubles, de fonds de commerce, de meubles et des actes de créance antérieurs à la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016, n'est soumis au paiement d'aucune pénalité et amende.

C- MESURES NOUVELLES

Article 10 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, l'enregistrement, hors délai, des actes de mutations par décès et entre vifs, de mutations d'immeubles, de fonds de commerce, de meubles et des actes de créance antérieurs à la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016 et de ceux qui sont antérieurs à la loi de finances pour la gestion 2020 n'est soumis au paiement d'aucune pénalité et amende.

Article 11 : Les dispositions de la loi n° 87-008 du 21 septembre 1987 portant régime des taxes de contrôle du conditionnement et de normalisation des produits agricoles en République du Bénin sont abrogées.

Article 12 : Les dispositions de l'article 15 de la loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 sont reprises et modifiées comme suit :

Pour compter du 1^{er} janvier 2020, il est institué une Redevance dénommée « Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) » et une Redevance dénommée « Redevance de Sécurisation des Corridors (RSC) ».

La Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) est perçue au cordon douanier au taux de 0,5% ad-valorem sur toutes les marchandises importées et faisant l'objet d'un régime de mise à la consommation à l'exception des produits de première nécessité tels que : sucre, lait, produits pharmaceutiques et intrants agricoles.

La Redevance de Sécurisation des Corridors (RSC) est perçue au cordon douanier au taux de 0,5% ad-valorem sur toutes les marchandises importées et faisant l'objet d'un régime de transit à l'exception des hydrocarbures à destination des pays de l'hinterland et de l'uranium en provenance du Niger.

Les modalités d'affectation et d'utilisation des produits de la Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) et de la Redevance de Sécurisation des Corridors (RSC) sont définies par un arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 13 : Pour compter du 1^{er} janvier 2020, l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des traitements et salaires, le versement patronal sur salaires ainsi que les cotisations sociales sont liquidés sur la même déclaration.

Ils sont payés dans les conditions et délais prévus au Code Général des Impôts.

Un arrêté conjoint des Ministres en charge du Travail et des Finances précise les modalités d'application du présent article.

Article 14 : Pour compter du 1^{er} janvier 2020, il est créé à la Direction Générale des Impôts, un guichet unique de dépôt des états financiers annuels des entreprises et des organisations exerçant leurs activités sur le territoire de la République du Bénin.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du guichet ainsi que les modalités de visa préalable des états financiers des entités, requis des professionnels comptables, sont fixés par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Article 15 : Les dispositions de l'article 17 de la loi n° 2007-33 du 02 janvier 2008 portant loi de finances pour la gestion 2008 sont reprises et modifiées comme suit :

Les panneaux solaires photovoltaïques ainsi que les accessoires d'installations formant un ensemble, à l'exclusion des batteries, importés ou acquis en République du Bénin sont en exonération des droits et taxes de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Cette exonération s'étend également aux équipements et matériels électriques importés ou acquis en République du Bénin destinés aux projets d'électrification rurale.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Prélèvement de Solidarité (PS) ;

- Taxe de Statistique (T.STAT) ;
- Timbre Douanier (TD) ;
- Redevance d'Aménagement Urbain (RAU) ;
- Taxe de Voirie (TV).

Article 16 : Les dispositions de l'article 14 de la loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 modifiant l'article 13 de la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018 sont reprises et modifiées comme suit :

Il est institué en République du Bénin une Contribution à la Recherche et à la promotion Agricoles (CRA) perçue sur les exportations des produits agricoles à raison de :

- 50 francs CFA par kilogramme sur les noix de cajou, position tarifaire 08.01.31.00.00 ;
- 60 francs CFA par kilogramme sur les noix de palme, position tarifaire 08.02.90.00.00 ;
- 25 francs CFA par kilogramme de fèves de soja, même concassées, position tarifaire 12.01.10.00.000 et 12.01.90.00.00 ;
- 10 francs CFA par kilogramme pour tous les produits de la position 12.07 (autres graines et fruits oléagineux, même concassés) [12.07.21.00.00 à 12.07.99.90.00].

Elle est perçue à l'exportation dans les mêmes conditions que la taxe de voirie et reversée dans un compte ouvert dans les livres du Trésor Public.

Sont exonérés de ladite contribution :

- les noix et amandes de palmistes de la position tarifaire 12.07.10.00.00 ;
- tous les autres produits de la section II du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO " TEC-CEDEAO " (produits du règne végétal).

Les modalités de répartition et d'utilisation du produit de la contribution sont définies par arrêté conjoint des ministres chargés des finances, de l'agriculture et de la recherche scientifique.

Article 17: Les dispositions de l'article 18 de la loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 sont reprises et modifiées comme suit :

Pour compter du 1^{er} janvier 2020, la nomenclature des frais de délivrance d'actes fonciers en République du Bénin est fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 18 : Les dispositions de l'article 19 de la loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 sont reprises et modifiées comme suit :

Le référentiel des prix unitaires de location et de cession sur le domaine privé de l'Etat et des Collectivités territoriales en République du Bénin, autres que So-Ava et Aguégus, se présente tel que mentionné dans le tableau ci-dessous :

Délimitation	PRIX AU M ² NON BATI		
	ZONES	VALEURS LOCATIVES ANNUELLES	PRIX DE CESSION EN 2020
COTONOU			
COTONOU OUEST	Zone 1	3 000	153 400
	Zone 2	2 000	143 000
	Zone 4	750	64 800
COTONOU EST	Zone 3	1 250	93 500
	Zone 5	750	37 800
	Zone 6	500	36 750
	ZI (Akpakpa)	200	93 500
PORTO-NOVO			
Zone administrative et résidentielle	Zone 1	500	5 250
Zone d'habitation (noyau ancien)	Zone 2	350	14 000
Zone d'habitation (nouveaux quartiers)	Zone 3	250	5 250
Zone suburbaine	Zone 4	200	14 000
SEME -PODJI			
Zone littorale	Zone 1	500	28 000
Sud de la RNIE	Zone 2	500	2 800
Nord de la RNIE	Zone 3	500	2 450
ZI & ZFI	Zone 4	150	
Ganvidokpo centre	Zone 5	500	1 750
Kraké	Zone 6	500	2 100
AVRANKOU, BONOU, ADJOHOUN, AKPRO-MISSERETE ET ADJARRA			
Centre-ville	Zone 1	250	4 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	3 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	1 400
POBE, SAKETE, ADJA-OUERE, IFANGNI, ET KETOU			
Centre-ville	Zone 1	250	4 800
Zone d'habitation	Zone 2	150	3 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	1 400

ABOMEY-CALAVI			
Centre-ville	Zone 1	750	8 750
Godomey	Zone 2	500	6 000
Cocotomey	Zone 3	250	4 500
Akassato	Zone 4	500	3 000
Ahossougbéta	Zone 5	500	3 000
Kansounkpa	Zone 6	500	3 000
Ouèdo	Zone 7	500	2 450
Glo-Djigbé centre	Zone 8	500	2 450
Zone suburbaine	Zone 9	200	1 300
OUIDAH			
Centre-ville	Zone 1	500	12 000
Zone du littoral	Zone 2	150	2 000
Zone d'habitation	Zone 3	150	4 000
Zone suburbaine	Zone 4	125	1 000
ZE, TORI-BOSSITO, KPOMASSE ET TOFFO, BOPA ET HOUHEYOGBE, ATHIEME			
Centre-ville	Zone 1	250	1 800
Zone d'habitation	Zone 2	150	1 200
Zone suburbaine	Zone 3	125	1 000
Zone rurale	Zone 4	100	200
COME, LOKOSSA, GRAND - POPO, ALLADA			
Centre-ville	Zone 1	500	5 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	3 500
Zone suburbaine	Zone 3	125	800
Zone littorale (uniquement Grand-Popo)	Zone 3	150	1 500
DOGBO, TOVIKLIN, LALO, DJAKOTOMEY, APLAHOUE ET KLOUEKANMEY			
Centre-ville	Zone 1	250	4 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	3 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	1 400
ABOMEY ET BOHICON			
Centre-ville	Zone 1	250	6 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	2 500
Zone suburbaine	Zone 3	125	800
DJIDJA, ZA-KPOTA, AGBANGNIZOUN, OUINHI, COVE, ZANGNANANDO ET ZOGBODOMEY			
Centre-ville	Zone 1	250	3 200
Zone d'habitation	Zone 2	150	2 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	800
BANTE, SAVALOU, DASSA-ZOUME, SAVE, GLAZOUE ET OUESSE			
Centre-ville	Zone 1	250	4 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	2 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	1 000

DJOUGOU, BASSILA, COPARGO ET OUAKE			
Centre-ville	Zone 1	250	4 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	3 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	800
MATERI, NATITINGOU, COBLY, KOUANDE, KEROU, PEHUNCO, BOUKOUMBE, TANGUIETA ET TOUNCOUNOUNA			
Centre-ville	Zone 1	250	4 000
Zone d'habitation	Zone 2	150	2 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	800
PARAKOU			
Centre ville	Zone 1	1 000	14 000
Zone d'habitation	Zone 2	500	10 500
Zone suburbaine	Zone 3	300	1 200
SINENDE, PERERE, KALALE, KARIMAMA, GOGOUNOU ET SEGBANA			
Centre-ville	Zone 1	250	1 600
Zone d'habitation	Zone 2	150	1 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	600
KANDI, MALANVILLE, KARIMAMA, BANIKOARA, N'DALI, TCHAOUROU, NIKKI ET BEMBEREKE			
Centreville	Zone 1	250	3 200
Zone d'habitation	Zone 2	150	2 000
Zone suburbaine	Zone 3	125	800

Les entreprises nationales ou étrangères assujetties au régime D du Code des Investissements supportent une charge locative annuelle fixée à cent (100) francs CFA le mètre carré pour les baux emphytéotiques.

Le référentiel des prix unitaires de location et de cession sur le domaine privé de l'Etat et des collectivités territoriales est applicable en matière d'acquisition ou de location d'immeuble par l'Etat.

Article 19 : Les dispositions de l'article 21 de la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018 sont reprises et modifiées comme suit :

Les taxes et redevances en matière d'exploitation, de transport, de commerce, d'industrie et de contrôle de produits forestiers en République du Bénin sont perçues, selon la catégorie d'essences ou de produits, conformément aux tarifs ci-après :

A. CATEGORIE DES ESSENCES ET DE PRODUITS : Sans changement.

B. REDEVANCES

Tableau n° 1 (des redevances sur le bois d'œuvre de la catégorie 1) à **Tableau n° 8** : Sans changement.

Tableau n° 9 : des redevances sur la capture et garde d'animaux sauvages

Catégories	Redevances								
	Contrôlé			Orienté			Incontrôlé		
	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non- résidents)	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non- résidents)	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non- résidents)
Permis de chasse à l'arme de traite/année		-	-	3000	-	-	-	3000	-
Permis de chasse sportive /saison									
Grande chasse	120 000	300 000	300 000	120 000	300 000	300 000	-	-	-
Moyenne chasse	75 000	160 000	160 000	75 000	160 000	160 000			
Petite chasse	30 000	60 000	60 000	30 000	60 000	60 000			
Permis de chasse villageoise (pour nationaux) par année				3000	60 000	60 000		3000	
Permis de capture commercial e/ mois									
Grands mammifères	1 500 000								
Petits mammifères	1 200 000								
Oiseaux	700 000								
Reptiles	1000 000								
Permis de pêche (en forêt classée)	25 000			25 000					
Permis de commerciali sation des produits de pêche ou de capture de poisson	20 000			20000					
Permis de commerciali sation des animaux sauvage vivant	100 000	200 000	300 000	150 000	250 000	400 000	300 000	500 000	800 000
Permis scientifique de chasse ou de capture scientifique (pour toutes les classes)	400 000	400 000	400 000	200 000	400 000	400 000	200 000	400 000	400 000
Permis de garde en captivité des animaux sauvages partiellemen t protégés (18 mois)									
Grands mammifères	70 000 FCFA/spécimens								
Petits mammifères	30 000 FCFA/spécimens								
Oiseaux	15 000 FCFA/spécimens								
Reptiles	20 000 FCFA/spécimens								
Permis de garde en captivité des animaux sauvages									

Catégories	Redevances								
	Contrôlé			Orienté			Incontrôlé		
	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non-résidents)	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non-résidents)	Catégorie A (Nationaux)	Catégorie B (Expatriés résidents)	Catégorie C (Expatriés non-résidents)
n'appartenant ni à la catégorie A ni à la catégorie B (18 mois)									
Grands mammifères	50 000								
Petits mammifères	20 000								
Oiseaux	10 000								
Reptiles	15 000								
Permis d'élevage en milieu confiné des espèces d'animaux sauvages (3 ans)									
Elevage des animaux maintenus en état de captivité	100 000 FCFA								
Elevage des animaux maintenus en semi-liberté	200 000 FCFA								
Exploitation d'un parc zoologique	300 000 FCFA								
Permis d'élevage en milieu ouvert des espèces d'animaux sauvages ou ranching (3 ans)	500 000 FCFA								
Abattage d'animaux de la faune sauvage									
Grands mammifères							400 000	450 000	500 000
Petits mammifères							100 000	120 000	150 000
Autres mammifères (petits gibiers)							20 000	30 000	50 000
Oiseaux							5 000	10 000	20 000
Reptiles							20 000	30 000	50 000

Tableau n° 10 : des redevances sur le commerce international des espèces sauvages

Catégorie	Exportation				Importation		
	Montant de délivrance de l'autorisation	Redevance par animal Vivant issu d'élevage	Redevance par animal Vivant prélevé dans la nature	Redevance par Dépouille	Montant de délivrance de l'autorisation	Redevance par animal Vivant	Redevance par Dépouille
oiseau	50 000	500	5000	350	50 000	250	150
Reptiles (autre que	50 000	200	3000	150	50 000	100	75

crocodiles et varans							
Crocodiles et varans	50 000	1000	200 000		50 000	500	
Micro mammifère (rongeur)	50 000	200	5000	150	50 000	100	50
Petit mammifère (poids adulte inf 30Kg)	50 000	350	50 000	200	50 000	175	100
Mammifère	200 000	1000	500 000	700	200 000	500	350
batracien	50 000	100	2000	75	50 000	50	35
Insectes et autres	50 000	50	500	35	50 000	25	15
Trophée	50 000			500	50 000		250
Espèces végétales des annexes 1 et 2 de la CITES	50 000	500	500	500/unité	50 000	200/unité	500/unité
Autorisation Echantillons APA	100 000	Les montants sont fixés selon les types et quantités d'échantillons par l'autorité nationale compétente APA et destinés aux travaux scientifiques du comité ad'hoc			50 000		

C. TAXES

Tableau n° 11 : des taxes sur le bois d'œuvre de la catégorie 1

Circonférence à 1,30 m du sol → Hauteur du fût ↓	Taxes (par m³ de bois)								
	1,25 m ≤ C ≤ 1,99m			2 m ≤ C ≤ 2,99m			3 m ≤ C ≤ 3,99m		
	Origines			Origines			Origines		
	Incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée
H < 6m	798	678	598	589	500	442	430	365	322
6m ≤ H < 10m	1 196	1 017	897	760	646	570	516	438	387
10m ≤ H < 14m	997	847	748	635	540	476	430	365	322
14m ≤ H < 18m	972	826	728	608	517	456	402	342	302
H ≥ 18m	957	814	718	583	496	438	387	329	290

Tableau n°12 : des taxes sur le bois d'œuvre de la catégorie 2

Circonférence à 1,30 m du sol → Hauteur du fût ↓	Taxes (par m³ de bois)								
	1,25 m ≤ C ≤ 1,99m			2 m ≤ C ≤ 2,99m			3 m ≤ C ≤ 3,99m		
	Origines			Origines			Origines		
	incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	Contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée
H < 6m	510	434	383	486	413	365	289	245	217
6m ≤ H < 10m	766	651	574	658	560	494	278	237	209

10m ≤ H < 14m	670	570	503	554	471	415	289	245	217
14m ≤ H < 18m	646	549	485	517	439	387	268	228	201
H ≥ 18m	632	537	474	389	331	292	258	219	193

Tableau n°13 : des taxes sur le bois d'œuvre de la Catégorie 3

Circonférence à 1,30 m du sol → Hauteur du fût ↓	Taxes (par m³ de bois)								
	1,25 m ≤ C ≤ 1,99m			2 m ≤ C ≤ 2,99m			3 m ≤ C ≤ 3,99m		
	Origines			Origines			Origines		
	incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée
H < 6m	267	227	199	204	172	152	217	184	163
6m ≤ H < 10m	299	257	227	213	180	160	173	147	130
10m ≤ H < 14m	309	263	231	198	169	149	159	135	119
14m ≤ H < 18m	302	256	226	213	181	160	151	129	113
H ≥ 18m	348	297	261	198	168	148	135	115	101

Tableau n° 14 : des Taxes sur le bois de la catégorie 4

Produits	Taxes		
	Origines		
	incontrôlée	Orientée	Contrôlée
Rônier mâle et femelle	210 F/ pied	180 F/ pied	150 F/ pied
Palmier doum (<i>lphaeneatebeca</i>)	50 F/ unité	40 F/ unité	35 F/ unité
Palmier raphia (<i>Raphia hookeri</i>)	50 F/ unité	40 F/ unité	35 F/ unité
Phoenix (<i>Phoenix reclinata</i>)	50 F/ unité	40 F/ unité	35 F/ unité
<i>Oxythenantheraabyssinica</i>	105 F/ unité	90 F/ unité	75 F/ unité

Tableau n° 15 : des taxes sur le bois de la catégorie 5

Circonférence à 1,30 m du sol → Hauteur du fût ↓	Taxes (par m³ de bois)								
	1,25 m ≤ C ≤ 1,99m			2 m ≤ C ≤ 2,99m			3 m ≤ C ≤ 3,99m		
	Origines			Origines			Origines		
	Incontrôlée	Orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée	incontrôlée	orientée	contrôlée
H < 6m	435	367	327	290	246	218	213	181	160
6m ≤ H < 10m	712	607	580	395	336	296	219	186	164
10m ≤ H < 14m	495	421	371	317	270	238	200	169	150
14m ≤ H < 18m	477	405	357	304	258	228	181	154	136
H ≥ 18m	471	401	354	269	229	202	171	146	129

Tableau n° 16 : des taxes sur le bois de service des essences autochtones

Produits	Taxes		
	Origines		
	incontrôlée	orientée	Contrôlée
Perches	20 Francs / unité	20 Francs / unité	10 Francs / unité
Poteaux de bois	30 Francs / unité	30 Francs / unité	20 Francs / unité
Bambou	100 F/unité	90 F/unité	80 F/unité
Branches Palmier raphia	100 Francs / unité	90 Francs / unité	80 Francs / unité
Autres	80 Francs / unité	60 Francs / unité	50 Francs / unité

Tableau n° 17 : des taxes sur le bois-énergie

Produits	Taxes		
	Incontrôlé	Orienté	Contrôlé
Bois de feu	95 F/stère	80 F/stère	70 F/ stère
Charbon de bois (sac : 103 cm de long et 63 cm de large)	80 F/sac	70 F/sac	60 F/sac

Tableau n° 18 : des taxes sur les produits forestiers importés

Produits	Taxes
Madriers (30 cm x 8 cm x 400 cm)	400 F CFA / unité
Planches (30 cm 2 cm x 400 cm),	100 F CFA / unité
Basting (20 cm x 20 cm x 400 cm)	200 F CFA / unité
Chevrons (8cm x 8 cm x 400 cm)	100 F CFA / unité

Tableau n° 19 : des taxes à l'exportation

Produits	Valeurs des taxes à l'exportation		
	Origine		
	incontrôlée	orientée	Contrôlée
Parquets	0,25% sur valeur FOB	0,2125% sur valeur FOB	0,1875% sur valeur FOB
Frises	0,25% sur valeur FOB	0,2125% sur valeur FOB	0,1875% sur valeur FOB
Chevrons	2,25% sur valeur FOB	2,0625% sur valeur FOB	1,9375% sur valeur FOB
Planches	2,25% sur valeur FOB	2,0625% sur valeur FOB	1,9375% sur valeur FOB
Bastings	2,75% sur valeur FOB	2,5625% sur valeur FOB	2,4375% sur valeur FOB
Poteaux et bois de diamètre au gros bout et	-	3,25% sur valeur FOB	2,75 % sur valeur FOB

fin bout compris entre 20 cm et 15 cm issus de plantations			
Perches	5 % sur valeur FOB	4,25% sur valeur FOB	3,75% sur valeur FOB
Meubles et œuvres d'arts en bois	2% sur valeur FOB	1,7% sur valeur FOB	1,5% sur valeur FOB
Produits forestiers non ligneux (paille, raphia, rotins, noix de Karité et d'anacarde,)	1% sur valeur marchande	0,85% sur valeur marchande	0,75% sur valeur marchande
Madriers, équarris et plots issus des plantations	6,25% sur valeur FOB	5,75% sur valeur FOB	4,75% sur valeur FOB
Grumes et billes au fin bout supérieur à 20 cm issus de plantations		7,25% sur valeur FOB	6,75 % sur valeur FOB

Tableau n° 20 : des taxes à l'importation

Produits ou catégories de produits	Valeur des taxes à l'importation
Bois d'œuvre : - billes :	0,5% sur valeur CAF
Madriers	1% sur valeur CAF
Planches	1,5% sur valeur CAF
bastings	1,5% sur valeur CAF
Chevrans	1,5% sur valeur CAF
Bois de service : - perches - poteaux de bois - bambou - autres	1,5% sur valeur CAF
Le bois énergie : - bois de feu - charbon de bois	1,5% sur valeur CAF
Les meubles et œuvres d'art en bois	3% sur valeur CAF

Les taxes et redevances ainsi perçues sont versées contre quittance au Trésor Public.

Les modalités de répartition sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 20 : Les dispositions du Code des Douanes (CD) sont modifiées et reprises telles que présentées à l'annexe n° 1 de la présente loi.

Article 21: Les dispositions du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées et reprises telles que présentées à l'annexe n° 2 de la présente loi.

Article 22 : Les dispositions du point 4-c de l'article 21 du code général des impôts, modifiées par l'article 19 de la présente loi, sont applicables aux revenus réalisés pour compter du 1^{er} janvier 2020.

II- LES RESSOURCES AFFECTEES ET LES RESSOURCES RECOUVREES AU PROFIT D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES ET AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Article 23 : Les recettes recouvrées au profit des collectivités locales pour la gestion 2020 sont évaluées à **4 606,893 millions de FCFA** et se répartissent comme suit :

Libellé des droits et taxes	Montant (en millions de FCFA)
- Taxe de voirie.....	3 631, 2
- TVA à l'importation.....	975, 670
Total	4 606, 893

B- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE ET AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 24 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, le budget annexe et les comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmés pour l'année 2020.

Sont également confirmées pour 2020, sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations constatées à leur profit.

Article 25 : Pour la gestion 2020, les comptes spéciaux ci-dessous reçoivent les affectations de ressources ainsi qu'il suit :

- a) le compte "Modernisation des Régies Financières" est alimenté par 5,39% des recettes issues des taxes sur les produits et accises ;
- b) le compte "Prévention et Gestion des Catastrophes" est alimenté par 2,88% des produits des redevances GSM ;
- c) le compte "Partenariat Mondial pour l'Education" est alimenté au titre l'année 2020 par les dons de la Banque Mondiale (IDA) ;
- d) le compte "Opérations Militaires à l'Extérieur" est alimenté par les ressources provenant du Système des Nations, dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

Les modalités pratiques de perception et d'utilisation de ces ressources sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et des Ministres sectoriels concernés.

Article 26 : Il est autorisé pour la gestion 2020, l'imputation par dérogation sur les comptes d'affectation spéciale des dépenses résultant du paiement des traitements ou des indemnités à des agents de l'Etat ou d'autres organismes publics.

C- AUTRES DISPOSITIONS

Article 27 : Les recettes à recouvrer au titre de la participation du Bénin aux budgets de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission de l'Union Africaine (UA) sont évaluées pour la gestion 2020 à 16 079,8 millions de francs CFA.

TAXES	PREVISIONS 2020
Prélèvement Communautaire (PC)	5 722 916 856
Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	8 470 197 670
Prélèvement de Solidarité (PS)	1 886 641 021
TOTAL	16 079 755 547

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 28 : Les ressources de la loi portant loi de finances pour la gestion 2020 sont évaluées à **1 986 910 millions de francs CFA** et comprennent :

A- Les recettes du budget général (non compris les ressources affectées).....**1 264 231 millions de francs CFA**

- impôts.....589 200 millions de francs CFA ;
- douanes.....457 500 millions de francs CFA ;
- trésor.....117 731 millions de francs CFA ;
- dons budgétaires.....13 800 millions de francs CFA ;
- fonds de concours et dons projets.....71 000 millions de francs CFA ;
- caisse autonome d'amortissement (CAA).....10 000 millions de francs CFA ;
- agence nationale du domaine et du foncier.....5 000 millions de francs CFA.

B- Les recettes du Fonds National des Retraites du Bénin pour la gestion 2020 sont évaluées à **52 269 millions de francs CFA**.

C- Les recettes des comptes d'affectation spéciale pour la gestion 2020 sont évaluées à **16 500 millions de francs CFA**.

- compte "Opérations Militaires à l'Extérieur.....10 000 millions de francs CFA ;
- compte "Modernisation des Régies Financières"2 000 millions de francs CFA ;
- compte "Prévention et Gestion des Catastrophes"1 500 millions de francs CFA ;
- compte "Partenaria Mondial pour l'Education"3 000 millions de francs CFA.

D- Les ressources de trésorerie pour la gestion 2020 sont évaluées à **653 910 millions de francs CFA**

- émission des dettes à moyen et long termes250 300 millions de francs CFA ;
- obligations et bons du Trésor.....388 910 millions de francs CFA ;
- autres ressources de trésorerie.....14 700 millions de francs CFA ;
 - tirage sur FMI.....12 800 millions de francs CFA.
 - Remboursement prêt et avances.....1 900 millions de francs CFA.

Article 29 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 30 : Le montant des crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat pour la gestion 2020 est fixé à **1 486 900 millions de francs CFA** se décomposant comme suit :

- dépenses ordinaires 895 900 millions de francs CFA ;
- dépenses en capital.....485 500 millions de francs CFA ;
- dépenses du FNRB.....89 000 millions de francs CFA ;
- dépenses des comptes d'affectation spéciale16 500 millions de francs CFA.

Article 31 : Les charges de la loi de finances pour la gestion 2020 sont évaluées à **1 986 910 millions de francs CFA** se décomposant comme ci-après :

- crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat, gestion 2020.....1 486 900 millions de francs CFA ;
- charges de trésorerie 500 010 millions de francs CFA.

Article 32 : Le budget de l'Etat pour la gestion 2020 dégage un solde budgétaire global négatif de 153 900 millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2020

(En millions de F CFA)

OPERATIONS BUDGETAIRES	1 211 902	1 333 000	121 098	1 373 041	1 486 900	113 859	-161 139	-153 900
	LF 2019	PLF 2020	Ecart 2019-2020	LF 2019	PLF 2020	Ecart 2019-2020	LF 2019	LF 2020
I - BUDGET GENERAL								
A- Recettes totales du budget général	1 137 600	1 264 231	126 631					
a- Recettes des régies, CAA, ANDF (non compris recettes affectées)	1 056 378	1 179 431	123 053					
b- Dons budgétaires	13 700	13 800	100					
c- Allègement de la dette	0	0	0					
d- Fonds de concours et recettes assimilées (dons projets)	67 522	71 000	3 478					
B- Dépenses du budget général				1 264 289	1 381 400	117 111		
a- Dépenses ordinaires				824 489	895 900	71 411		
1- Dépenses de personnel				374 750	407 750	33 000		
2- Charges financières de la dette				153 900	162 300	8 400		
3- Dépenses d'acquisitions de biens et services				94 722	110 650	15 928		
4- Dépenses de transfert				201 117	215 200	14 083		
5- Dépenses en atténuation de recettes				0	0	0		
b- Dépenses en capital				439 800	485 500	45 700		
1- Sur financement intérieur				208 800	274 300	65 500		
* contributions budgétaires				174 200	212 568	38 368		
* emprunt Intérieur				34 600	61 732	27 132		
2- Sur financement extérieur				231 000	211 200	-19 800		
* prêts projets				163 478	140 200	-23 278		
* dons projets				67 522	71 000	3 478		
C- Solde du budget général (A)-(B)							-126 689	-117 169
II- BUDGET ANNEXE (FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN)								
	51 000	52 269	1 269	85 450	89 000	3 550		
Fonds National des Retraites du Bénin	51 000	52 269	1 269	85 450	89 000	3 550		
Solde budget annexe							-34 450	-36 731
III - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE								
	23 302	16 500	-6 802	23 302	16 500	-6 802		
a- Opérations Militaires à l'Extérieur	16 000	10 000	-6 000	16 000	10 000	-6 000		
b- Partenariat Mondial pour l'Education	0	3 000	3 000	0	3 000	3 000		
c- Modernisation des Régies Financières	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0		
d- Promotion de la recherche agricole	4 500	0	-4 500	4 500	0	-4 500		
e- Prévention et Gestion des Catastrophes	802	1 500	698	802	1 500	698		
Solde pour Comptes d'affectation spéciale							0	0
Solde budgétaire global							-161 139	-153 900

Article 33 : Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En millions de F CFA)

OPERATIONS DE TRESORERIE								
	LF 2019	LF 2020	Ecart	LF 2019	LF 2020	Ecart	LF 2019	LF 2020
BESOIN DE FINANCEMENT (A)+(B)				665 641	653 910	-11 731		
A- Charges de trésorerie				504 502	500 010	-4 492		
Amortissement Emprunts extérieurs				38 239	71 194	32 955		
<i>Amortissement Prêts Projets</i>				38 239	71 194	32 955		
* Amortissement Emprunt banques internationales				0	18 523	18 523		
* Amortissement Emprunt bilatéral				5 830	11 528	5 698		
* Amortissement Emprunt multilatéral				32 410	41 143	8 734		
<i>Amortissement Obligations internationales</i>				0	0	0		
<i>Amortissement Prêts Programme</i>				0		0		
Amortissement Emprunts intérieurs				449 936	417 716	-32 220		
* Prêts banques locales				74 580	81 200	6 620		
* Obligations du Trésor				167 244	286 069	118 825		
* Bons du Trésor				180 112	21 947	-158 165		
* Variation instances de paiement				10 000	10 000	0		
* Indemnités de vacation				18 000	18 500	500		
Autres charges de trésorerie				16 327	11 100	-5 227		
* Tirages sur FMI				12 500	11 100	-1 400		
* Prêt et avance				3 827	0	-3 827		
B- Solde budgétaire global				161 139	153 900	-7 239		
RESSOURCES DE FINANCEMENT	665 641	653 910	-11 731					
Ressources extérieures	208 609	174 400	-34 209					
<i>Prêts Projets</i>	163 478	140 200	-23 278					
* Prêts banques internationales	58 175	36 700	-21 475					
* Prêts bilatéraux	21 944	18 200	-3 744					
* Prêts multilatéraux	83 359	85 300	1 941					
<i>Obligations internationales</i>	0	0	0					
<i>Prêts Programme</i>	45 131	34 200	-10 931					
Ressources intérieures	432 495	464 810	32 315					
* Prêts banques locales	34 600	75 900	41 300					
* Obligations du Trésor	347 895	358 910	11 015					
* Bons du Trésor	50 000	30 000	-20 000					
Autres ressources de trésorerie	24 537	14 700	-9 837					
* Tirages sur FMI	24 400	12 800	-11 600					
* Remboursement Prêts et Avances	137	1 900	1 763					
TOTAL GLOBAL	1 877 543	1 986 910	109 367	1 877 543	1 986 910	109 367		

Article 34 : Le Ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en 2020, dans les conditions fixées par décret, à des emprunts à court, moyen et long termes libellés en francs CFA et/ou en toute autre devise devant servir à contribuer au financement de la loi de finances.

Article 35: Il est prévu, au titre de la gestion 2020, des recrutements sur concours, appels à candidature, tests et entretiens, d'agents pour le compte des ministères, institutions de l'Etat, collectivités locales et autres organismes publics.

Article 36 : En application des dispositions de l'article précédent, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés dans les ministères et institutions par l'Etat, exprimé en Equivalent Temps Plein (ETP), est fixé pour la gestion 2020 à 105 523.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES - DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

TITRE I

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

I- CREDITS BUDGETAIRES POUR LA GESTION 2020

A- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET GENERAL

Article 37 : Il est ouvert au budget général pour la gestion 2020 des crédits de paiement s'élevant à 1 381 400 **millions de francs CFA** comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

Article 38 : Les crédits de paiement ouverts aux ministères et institutions de l'Etat au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à **895 900 millions de francs CFA** et se répartissent comme suit :

- 1- charges financières de la dette.....162 300 millions de francs CFA ;
- 2- dépenses de personnel.....407 750 millions de francs CFA ;
- 3- dépenses d'acquisitions de biens et services.....110 650 millions de francs CFA ;
- 4- dépenses de transfert.....215 200 millions de francs CFA.

Article 39 : Les crédits de paiement ouverts pour la gestion 2020, au titre des dépenses en capital, se chiffrent à 485 500 millions de francs CFA et se décomposent comme suit:

- 1- financement intérieur274 300 millions de francs CFA ;
- 2- financement extérieur.....211 200 millions de francs CFA.

Article 40 : Les Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP) ouverts au titre la gestion 2020 sont répartis par ministère et par programme budgétaire, tels que présentés à l'annexe n°3 de la présente loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE DU FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN

Article 41 : Il est ouvert au budget annexe du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2020, des crédits de paiement s'élevant à **89 000 millions de francs CFA** comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

C- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 42 : Il est ouvert en 2020, au profit des ministères au titre des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement s'élevant à **16 500 millions de francs CFA** conformément à la répartition du tableau A annexé à la présente loi.

Article 43 : Le montant des crédits de paiement ouvert en 2020, au titre des concours financiers de l'Etat (avances et prêts) est nul.

D- DISPOSITIONS RELATIVES AUX REPORTS DE CREDITS

Article 44 : Le Ministre chargé des finances est autorisé, en cours d'année 2020, à procéder par voie d'arrêté à des reports de crédits de 2019 sur 2020 en cas de nécessité et dans le respect de l'équilibre budgétaire voté par le Parlement.

II-PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS POUR LA GESTION 2019 PAR MINISTERE ET INSTITUTION DE L'ETAT

Article 45 : Le plafond des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat au titre de la gestion 2020, exprimé en Equivalent Temps Plein (ETP), est réparti par ministère et institution de l'Etat comme suit :

Plafonds des autorisations d'emploi des ministères et institutions de l'Etat 2019-2020

N°	Sections	Ministères et institutions de l'Etat	Plafonds ETP 2019	Plafond ETP 2020	Ecart
1	20	PR	507	402	-105
2	10	AN	414	414	0
3	11	CC	171	186	15
4	12	CS	168	148	-20
5	13	CES	89	141	52
6	14	HAAC	233	244	11
7	15	HCJ	100	79	-21
8	16	M.R	45	44	-1
9	17	CENA	74	74	0
10	18	APDP		0	0
11	19	CBDH		0	0
12	22	MCDN / PR	14 436	12 641	-1 795
13	25	MEF	3 570	3 559	-11
14	26	MJL	1 175	1 320	145
15	27	MPD	379	411	32
16	32	MCP	269	251	-18
17	34	MCVDD	1 199	1 078	-121
18	35	MIC	365	297	-68
19	36	M.Santé	10 624	12 239	1 615
20	37	ME	310	189	-121
21	38	MTCA		190	190
22	39	MAEP	2 512	2 368	-144
23	40	MSPORTS	705	453	-252
24	41	MASM	731	797	66
25	44	MESRS	2 046	1 984	-62
26	46	MPMEPE	133	176	43
27	51	MIT	383	400	17
28	52	MTFP	541	620	79
29	60	MISP	10 854	11 005	151
30	61	MDGL	742	771	29
31	62	MEMP	32 152	32 533	381
32	63	MESTFP	17 705	19 616	1 911
33	64	MAEC	554	473	-81
34	77	MND	0		
35	76	MEM	336	420	84
TOTAL			103 522	105 523	2 001

(i) ADPD et CBDH bénéficient de subventions pour le paiement des salaires.

(ii) le personnel des ministères scindés n'est pas encore réparti.

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

I- DISPOSITIONS SPECIALES

Article 46 : Le Ministre chargé des finances, ordonnateur principal unique des recettes du budget de l'Etat et des opérations de trésorerie est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements de dépenses des ministères et institutions de l'Etat en fonction du rythme de recouvrement des recettes budgétaires et de mobilisation des ressources de financement.

Article 47 : Les crédits ouverts aux chapitres de la section « dépenses des exercices antérieurs » de la présente loi sont exceptionnellement évaluatifs pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Article 48: Il est autorisé au titre de la gestion 2020, des engagements par anticipation sur les crédits de fonctionnement des établissements scolaires, universitaires et des postes diplomatiques et consulaires de la gestion 2020. Toutefois, lesdits engagements ne peuvent excéder le quart des crédits ouverts en 2020.

Article 49 : Les crédits de personnel ouverts aux chapitres énumérés en annexe à la présente loi sont exceptionnellement provisionnels pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

II- DISPOSITIONS FINALES

Article 50 : Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 51 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 sera exécutée comme loi de l'Etat.

Porto-Novo, le décembre 2019

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Louis Gbèhounou VLAVONOU